



Extrême droite — Reportage

1^{er}-Mai : dans le Pas-de-Calais, les manifestants continuent de résister face aux attaques de l'extrême droite

Pour cette journée symbolique, diverses initiatives étaient organisées vendredi dans le bassin minier, territoire où le Rassemblement national dirige désormais quatorze communes. Et n'hésite pas à attaquer frontalement la fête des travailleurs et des travailleuses.

Pierre Jequier-Zalc

1 mai 2026 à 17h44

Arras, Hénin-Beaumont et Lens (Pas-de-Calais). – Dans le bassin minier, entouré des terrils qui nous rappellent systématiquement où l'on est, le 1^{er}-Mai reste un symbole. Et pas des moindres. « *On est marqués par l'histoire de notre territoire. Celle des fosses, des luttes sociales, de l'immigration. L'histoire minière appartient au Pas-de-Calais* », raconte Amandine Dymala, de l'union départementale de la CGT, l'une des premières à arriver sur la place de la gare, à Arras, d'où va démarrer la traditionnelle manifestation de la fête des travailleurs et des travailleuses.

La syndicaliste tient par la main Manon, sa fille, ballon CGT dans les bras et lunettes de soleil en cœur sur le nez. « *C'est sa première manif* », sourit sa mère. Vendredi 1^{er} mai, entre 300 et 400 personnes ont fait le déplacement pour défilé. Bien loin du record de 2023 où plus de 2 500 personnes avaient battu le pavé en pleine bataille des retraites. Malgré tout, l'ambiance, sous un doux soleil, est au rendez-vous. Beaucoup se sont déplacé·es en famille.

C'est le cas de Manu et Sophie Selliez, venu·es accompagné·es pour la première fois de leurs « *deux ados* », les yeux encore embués de sommeil. « *C'était important pour nous de leur montrer la nécessité de se mobiliser, particulièrement en ce moment* », explique Manu. Les attaques récentes contre le 1^{er}-Mai sont forcément dans les têtes : « *Essayer de nous faire bosser à cette date, c'est l'exemple typique de la société ultralibérale*

dont ils rêvent », indique le manifestant en parlant des macronistes. « *Heureusement, on est là pour se battre* », abonde sa femme.



Amandine Dymala et sa fille, Manon, le 1^{er} mai 2026, à Arras.

© Photo Pierre Jequier-Zalc / Mediapart

Le prix de la vie et les salaires à la traîne sont aussi au cœur des revendications. « *On le voit tous les jours à la station-service, en remplissant nos caddies. C'est toujours plus compliqué de vivre* », souligne Éric Goulard, agent de planning chez Artis, société publique des transports en commun d'Arras. « *Macron, Lecornu, ils blablatent, mais ne font rien. Ils ne connaissent pas la réalité de la vie. Et la vie, en ce moment, elle est dure* », confie Thierry, ouvrier retraité depuis deux ans.

« L'hécatombe » des municipales

Plus encore, c'est le contexte local qui anime les discussions. Lors des élections municipales, le Rassemblement national (RN) a conquis ici douze mairies, portant son total à quatorze municipalités dans le département. « *Liévin, Billy-Montigny, Grenay, Oignies, etc. Ça a été une hécatombe* », égraine Marion, qui ne « *loupe pas un 1^{er}-Mai* ». À peine au pouvoir, plusieurs de ces municipalités ont fait de la fête des travailleurs et des travailleuses une cible.

À Liévin, cinquième plus grosse commune du Pas-de-Calais, Dany Paiva, le nouveau maire d'extrême droite, annulé la cérémonie du 1^{er}-Mai lors de laquelle les

syndicats sont traditionnellement reçus en mairie.
« Nous avons supprimé la cérémonie à l'hôtel de ville, où avait lieu jusqu'à présent une espèce de meeting des syndicats d'extrême gauche, a assumé l'édile auprès de Mediapart. L'objectif, c'est de ne pas laisser une tribune politique aux syndicats, il n'est pas question de leur permettre ça. »

Une décision qui indignes les personnes présentes vendredi sur la place de la gare d'Arras. « Si nos anciens savaient... C'est un tel manque de respect », souffle Michel Facon, de l'union locale CGT d'Arras. « Les anciens mineurs doivent se retourner dans leur tombe. Dire que ces gens [les élu-es RN – ndlr] prétendent défendre les travailleurs, alors que la première chose qu'ils font quand ils sont au pouvoir, c'est bafouer notre histoire », embraie Éric Goulard.



Le cortège syndical, à Arras (Pas-de-Calais), le 1er mai 2026.
© Photo Pierre Jequier-Zalc / Mediapart

Cette attaque contre les droits des travailleurs et des travailleuses révolte, mais n'étonne guère. Car le Pas-de-Calais connaît bien le RN et ses méthodes. C'est ici que le parti d'extrême droite a remporté, dès 2014, la mairie d'Hénin-Beaumont. En douze ans, la sixième ville du département est devenue le laboratoire de sa pratique du pouvoir. Et le refus d'accueillir tous les syndicats pour la traditionnelle cérémonie du 1^{er}-Mai a été mis en place dès 2016 par le maire d'Hénin-Beaumont, Steeve Briois.

Vendredi matin, dans le fief de Marine Le Pen, une grosse centaine de syndicalistes et de militant-es sont aussi rassemblés autour d'un barnum de l'union syndicale Solidaires, devant l'hôtel de ville. Parmi elles et eux, Djelloul Khéris. L'agent municipal, syndiqué chez

SUD, est menacé de révocation par le maire RN qui lui reproche des « conflits d'intérêts » et d'avoir témoigné dans un « documentaire politisé ». Passé en conseil de discipline en janvier, il attend toujours la décision de la mairie. « Pas de nouvelle, bonne nouvelle ? », s'interroge-t-il.

Ce 1^{er}-Mai, ce n'est pas pour sa situation personnelle qu'il est présent, mais « pour montrer qu'il y a un mouvement qui existe, même à Hénin-Beaumont ». « Il faut rappeler, d'autant plus le jour de la fête des travailleurs et des travailleuses, l'importance des syndicats pour défendre les conditions de travail des agents publics, et ainsi les services publics », dit-il. Alors que Steeve Briois refuse de dialoguer avec son syndicat, faire un rassemblement devant la mairie est « devenu symbolique » au fil des années.

Antoine et Jade sont venus de Calais pour participer au rassemblement d'Hénin-Beaumont. « C'est une manière de lutter contre ce sentiment fataliste qui peut exister dans notre département, en montrant qu'il existe des alternatives », soulignent-ils. La trentaine, ils aimeraient que le Pas-de-Calais ne soit pas uniquement caractérisé comme « le département de l'extrême droite ». « Il y a aussi des dynamiques de long terme qui se créent, sur le terrain, avec de la joie », assurent-ils.



Devant l'hôtel de ville d'Hénin-Beaumont, le 1er mai 2026. © Photo Pierre Jequier-Zalc / Mediapart

Parmi elles, la création du collectif « Bassin minier antifasciste et populaire », il y a deux ans, après les européennes de 2024 et surtout la dissolution de l'Assemblée nationale. Son ambition : « Agir et réagir face à l'extrême droite et ses attaques dans le département »,

souligne Greg, membre du collectif, tee-shirt floqué « *Pas de fachos sur nos terrils* » sur les épaules.

« *Il faut qu'on réussisse à s'organiser, retisser du lien, pour reconquérir ces territoires. Nous sommes une terre de gauche* », abonde Laurence, sa camarade. Aujourd'hui, le collectif regroupe une petite cinquantaine de membres actifs, éparpillés dans diverses associations, syndicats ou groupes politiques des Hauts-de-France.

« **Tout le monde ne se fout pas du 1er-Mai et de notre histoire.** »

Sylvain Robert, maire PS de Lens

Joindre ses forces, tisser du lien entre les structures, c'est aussi l'objectif du festival « Nos futurs », à Lens. Ce 1^{er}-Mai, c'est la Maison de l'économie sociale et solidaire (Mess), nommée « *Le Toit commun* », qui organise la première édition de ce festival politique et social, en plein milieu de la cité minière. Un lieu de 1 000 mètres carrés, qui accueille au quotidien de nombreuses associations et mêle restaurant, bar et commerce.

« *Nous voulions avoir pignon sur rue, pour avoir des contacts avec le public, et montrer concrètement d'autres manières de penser la société* », explique Marie-Charlotte Woëts, salariée du Toit commun.

Ouverte depuis 2022, la coopérative a décidé, pour la première fois cette année, d'organiser cet événement. Une idée qui a émergé après les législatives de 2024, lorsque dix des douze circonscriptions du département se sont teintes de brun. « *Cela a été un vrai électrochoc* », raconte un bénévole de la structure. « *On s'est dit qu'il fallait vraiment s'ouvrir vers l'extérieur. Lutter contre l'extrême droite ne peut pas se faire dans notre entre-soi* », poursuit Marie-Charlotte Woëts.

« **On ne peut pas abandonner** »

Le 1^{er}-Mai s'est vite imposé comme la date évidente. « *C'est la fête des travailleurs et travailleuses. C'est notre journée. Quelle plus belle date pour faire un tel événement militant ?* », s'exclame Marie-Charlotte Woëts. Jusqu'à présent, aucune manifestation particulière n'existait à Lens pour cette journée. « *Comme traditionnellement, on a reçu les syndicats. Tout le monde ne se fout pas du 1^{er}-Mai et de notre histoire* », rectifie tout de même Sylvain Robert, le maire socialiste qui a battu de peu le candidat RN en mars, de passage au festival.

Le thème de l'événement : « *Un autre monde existe déjà* ». « *On veut lutter contre le discours fataliste de celles et ceux qui disent que ça ne changera jamais* », résume la salariée du Toit Commun. Toute la journée, plusieurs dizaines de structures (associations, coopératives, syndicats, collectifs...) ont tenu des stands dans une ambiance festive et familiale entre concerts, jeux, karaoké et conférences. « *Ça fait chaud au cœur de pouvoir profiter de ce 1^{er}-Mai, dans un tel cadre alors que le contexte est difficile* », se réjouit Marie, la soixantaine, en sirotant une limonade au soleil.

Pour l'occasion, la mairie a piétonnisé une rue du centre-ville, permettant au festival de s'ouvrir encore plus sur l'extérieur. « *Cela n'aurait certainement pas été possible si le RN était passé* », confie Marie-Charlotte Woëts qui parle du Toit commun comme d'un lieu refuge et surtout de résistance. « *Résister* », un mot qui revient comme un mantra. Quelques heures plus tôt, Greg et Laurence confiaient à Hénin-Beaumont : « *Même si c'est dur au quotidien, on ne peut pas abandonner. On ne doit pas lâcher. Pour aujourd'hui, pour demain, mais aussi pour l'histoire de notre territoire.* »

Pierre Jequier-Zalc